

Etude analytique des indicateurs de la qualité des institutions comme déterminants de l'attractivité des IDE (En référence à la situation de l'Algérie comparativement avec certains pays arabes)

Analytical study of indicators of the quality of institutions as determinants of the attractiveness of FDI (With reference to the situation of Algeria compared with some Arab countries)

M'hamed SEGHIER¹, Ouahiba AIT HABOUCHE²

¹Université Oran2, FEGC, laboratoire LARAFIT, csmcompta@gmail.com

² Université Oran2, FEGC, laboratoire LARAFIT, wmihoub12@gmail.com

Reçu le:05/09/2020

Accepté le:03/11/2020

Publié le:18/11/2020

Résumé:

Assurer des quantités élevées de flux d'IDE est une priorité pour tous les pays, y compris l'Algérie, qui doit mettre en évidence l'attrait du territoire ciblé en excluant les obstacles qui gênent les firmes multinationales. En Fournissant un climat institutionnel adéquat qui offre de abondantes potentialités minimisant les risques et les obstacles. L'objet de ce papier consiste à apprécier et d'analyser le climat des affaires et la qualité institutionnelle comme déterminant essentiel assurant l'attractivité de l'investissement direct étranger et de le comparer avec certains pays arabes.

Mots clés : la qualité des institutions, climat des affaires, les investissements directs étrangers, le territoire.

Jel Classification Codes : O43 ; F21 H54.

Abstract:

Ensuring high quantities of FDI flows is a priority for all countries, including Algeria, which must highlight the attractiveness of the targeted territory by excluding the obstacles that hinder multinational firms. By providing an adequate institutional climate that offers abundant potential minimizing risks and obstacles. The purpose of this paper is to assess and analyze the business climate and institutional quality as an essential determinant ensuring the attractiveness of foreign direct investment and to compare it with certain Arab countries.

Keywords: quality of institutions, business climate, foreign direct investment, territory.

Jel Classification Codes: O43; F21 H54.

Auteur correspondant : M'hamed SEGHIER (csmcompta@gmail.com).

1. Introduction :

À la lumière des changements et des transformations importantes et rapides qui caractérisent l'environnement économique mondial, de l'instabilité de l'environnement politique, économique, juridique et social, L'amélioration du climat des affaires et de la qualité des institutions dans les économies de nombreux pays figure parmi les principaux défis auxquels sont confrontés le développement, la croissance économique et l'attraction d'un plus grand volume de projets d'investissement étranger.

D'une part, les perspectives économiques de l'économie et l'analyse de la croissance d'un point de vue microéconomique sont basées sur les décisions d'investissement. Elle rend nécessaire l'étude du climat dans lequel l'entreprise est implantée suite à la qualité des institutions et le climat des affaires, ainsi qu'un éventail de facteurs liés à la qualité du lieu où se forment les opportunités et les incitations par rapport aux obstacles, aux coûts inutiles et aux risques énormes. Par conséquent, la faiblesse de climat des affaires et la qualité des

institutions peuvent entraîner une augmentation significative des coûts des entreprises, qui est perdue par de nombreuses opportunités d'investissement, les enquêtes de la Banque mondiale montrent que l'infrastructure, la difficulté de faire respecter les contrats, la criminalité, la corruption et la réglementation sont des coûts qui peuvent être aussi atteindre 25 % de la valeur des ventes, ou de trois à quatre fois celle des entreprises sous forme de taxes, le niveau et les composantes de ces coûts injustifiés varient considérablement d'un pays à l'autre, de sorte qu'aucun pays n'a un environnement d'affaires et une qualité d'institution idéaux.

En ce sens que la région géographique du pays est le théâtre de ce processus, qui doit être un climat d'affaire attrayant, et qui est responsable de fournir des opportunités de succès ou d'échec et détermine le comportement et les stratégies des entreprises sur les décisions d'investissement. Cela conduit à formuler la problématique de l'étude comme suit: **le climat des affaires et la qualité des institutions en Algérie peuvent être qualifiés comme facteurs attirant les investissements étrangers?**

Hypothèses de l'étude:

Pour répondre à cette problématique, un ensemble d'hypothèses est formulé en vue d'en débattre et d'en tester la validité:

- ✓ La liberté commerciale et fiscale ainsi que la liberté de l'État (dépenses publiques) ont un effet positif sur l'attraction des investissements directs étrangers en Algérie;
- ✓ Les droits de propriété et la liberté financière nuisent à l'attraction des investissements directs étrangers en Algérie;
- ✓ La primauté du droit à un impact négatif sur la tendance des IDE vers l'Algérie.

Sur la base de la nature du sujet, de ses objectifs et de l'intention de répondre au problème, le travail sera divisé en aspects théoriques et pratiques, de sorte que l'aspect théorique inclut les concepts de base de climat des affaires, qualité des institutions et les IDE. L'aspect pratique comprend l'analyse et l'évaluation de climat des affaires, la qualité des institutions et les IDE en Algérie comparativement à certains pays arabes, cela va en abordant l'Indice de compétitivité mondiale (IG), l'Indice de liberté économique, l'Indice d'évaluation des risques pays et l'indice de pratique des affaires.

2. Les Fondements théoriques de climat des affaires, la qualité des institutions et les IDE :

Le climat des affaires et la qualité des institutions sont devenus des déterminants fondamentaux de l'attrait des IDE et de son impact sur les entreprises et de leur performance de telle sorte que les décideurs et les propriétaires de projets ne peuvent ignorer ou minimiser aucun des aspects de climat des affaires, et donc l'étude des fondamentaux de climat des affaires et de la qualité des institutions, en abordant chaque concept, les caractéristiques et les classifications sont évidentes pour suivre l'évolution rapide dans le secteur des affaires.

2.1 Le climat des affaires et la qualité des institutions :

En effet, il n'existe pas de concept spécifique de climat des affaires et de la qualité des institutions en raison de la complexité de ses composantes, et l'accès à une définition spécifique est basé sur le point de vue de l'analyste et de l'étude, Il y a donc une gamme de définitions de climat des affaires et de la qualité des institutions parmi eux se trouvent:

2.1.1 Définition donnée par North:

Les institutions sont les règles du jeu dans une société ou, plus formellement, sont les contraintes conçues qui façonnent l'interaction humaine. En conséquence, ils structurent les incitations dans les échanges humains, qu'ils soient politiques, sociaux ou économiques. Le changement institutionnel façonne la façon dont les sociétés évoluent au fil du temps et est donc la clé pour comprendre le changement historique (North, 1990, p. 36).

2.1.2 Définition donnée par (Meisel et Ould Aoudia):

Les institutions sont l'ensemble des règles formelles (Constitution, lois et règlements, système politique...) et informelles (fiabilité des transactions, systèmes de valeurs et croyances, représentations, normes sociales...) régissant les comportements des individus et des organisations, ces dernières étant des entités regroupant des individus qui poursuivent des buts communs (entreprises, syndicats, ONG...). Dans ce contexte, les institutions structurent les incitations qui agissent sur les comportements et modèlent l'économie. (OULDAOUDIA, 2006, p. 6).

2.1.3 Définition donnée par C. Ménard:

Un ensemble de règles socio-historiques, sur lesquels les individus ou les groupes d'individus n'ont guère de prise, pour l'essentiel, dans le court et le moyen terme. Du point de vue économique, ces règles visent à définir les conditions dans lesquels les choix, individuels ou collectifs, d'allocation et d'utilisation des ressources pourront s'effectuer (MENERAD, 2004, p. 9).

De ce fait, la notion de climat des affaires et d'institution couvre un vaste spectre de sujets: La réglementation (justice, fiscalité, douanes, procédures administratives, travail), les infrastructures (transport, électricité, télécommunication), financement, la corruption, l'accès aux marchés publics, les marchés et les coûts de facteurs (travail et formation, productivité, accès au foncier etc.), les aspects liés à la sécurité et à la bonne gouvernance.

2.2 Les investissements directs étrangers :

Les investissements directs étrangers (IDE en abrégé, traduction de l'acronyme anglais FDI pour Foreign Direct Investment), également appelés investissements directs internationaux (IDI) par l'OCDE « Organisation de coopération et de développement économiques », sont les mouvements internationaux de capitaux réalisés en vue de créer,

développer ou maintenir une filiale à l'étranger et/ou d'exercer le contrôle (ou une influence significative) sur la gestion d'une entreprise étrangère.

Il s'agit d'un investissement qui permet à l'investisseur de surveiller directement l'entreprise étrangère afin d'utiliser les actifs avec prudence et d'assurer la sécurité de ses investissements en plus de stimuler la concurrence entre l'entreprise étrangère et les entreprises locales dans d'autres pays, cet investissement comprend non seulement le transfert des capitaux vers des pays étrangers, mais également le transfert de compétences technologiques et administratives (John, 1995).

2.3 Mesures de la qualité des institutions et de climat des affaires :

La qualité des institutions est évaluée généralement par trois mesures L'indice global de gouvernance (corruption, droits politiques, efficacité du secteur public et poids de la réglementation) ; Droits de propriété et le contrôle du pouvoir exécutif. Les mesures elles-mêmes ne sont pas objectives elles sont plutôt des appréciations et des évaluations subjectives d'experts ou des évaluations de la population lors d'enquêtes réalisées par des organismes internationaux et des organisations non-gouvernementales (EDISON, 2003, p. 36).

De nombreux économistes ont étudié la qualité institutionnelle politique: les indicateurs de gouvernance mondiale présentent six grandes dimensions de la gouvernance de Kaufmann :(Voix et Responsabilité (VA), Stabilité Politique (PS), Efficacité Gouvernementale (GE), Qualité de régulation (RQ), Règles de Droit (RL), Control de la Corruption (CC)). Et La qualité institutionnelle économique de: La liberté économique (droits de propriété, absence de corruption, dépenses du gouvernement, liberté (fiscale, d'affaires, de travail, monétaire, commerciale, d'investissement et financière) pour attirer les IDE.

Synthétisant, les auteurs définissent les « Indicateurs mondiaux de la gouvernance » comme suit:

-La voix et la responsabilité reflètent la façon dont les citoyens d'un pays peuvent participer à la sélection de leur gouvernement, ainsi que la liberté d'expression, la liberté d'association et la liberté des médias;

-La stabilité politique et absence de violence tient compte de la liberté politique et sociale d'un pays et détermine si elle convient ou non à des investissements importants. La stabilité de la gouvernance est importante pour des raisons économiques et politiques, aucun pays n'est prêt à investir dans un État où il n'y a pas de gouvernement stable pour s'assurer que toutes les conditions des accords internationaux sont respectées (WorldBank, 2020);

-L'Efficacité du gouvernement : examine le système administratif des pays et l'efficacité dudit système pour diffuser la réforme et organiser tout ce qui est nécessaire pour la collaboration internationale et les efforts d'investissement ;

-La Qualité de la réglementation, Chaque pays a des organismes de réglementation qui veillent à ce que toutes les lois soient respectées.

-L'État de droit Peut-être l'une des parties les plus importantes de la procédure de mesure parce qu'elle nous donnera une idée de la façon dont toutes les autres institutions fonctionnent dans la gouvernance de l'État tout entier. Si le système juridique en place est respecté par tous les citoyens, on peut présumer qu'il n'y aura pas non plus de problèmes sur le plan monétaire (Knack, Stephen and Laura Langbein, 2010);

-Contrôle de la corruption de nombreux pays ont des systèmes de gouvernance modernes, mais ils sont très corrompus. Ce fait peut souvent être invalidant pour l'économie parce que l'investissement et le marché ne sont pas libres, mais dans le contrôle gratuit de politiciens corrompus et controversé homme d'affaires (Clausen, Bianca, Aart Kraay and Zsolt Nyiri, 2010).

Les indicateurs de gouvernance peuvent également être présentés en deux dimensions pour chaque domaine d'exercice du pouvoir (القادر، 2007، صفحة 60).

-Le processus de sélection, de suivi et de remplacement des personnes au pouvoir (dimension politique): expression et responsabilité, stabilité politique et absence de violence.

-La capacité du gouvernement de gérer ses ressources et de mettre en œuvre des politiques judicieuses de façon efficace (dimension économique): l'efficacité du gouvernement, la qualité de la réglementation.

-Respect des citoyens et de l'Etat pour les institutions du pays (dimension du respect des institutions) : État de droit, contrôle de la corruption.

3. Evolution des IDE, situation de climat des affaires et la qualité des institutions en Algérie :

De nombreuses institutions et forums régionaux et internationaux ont contribué à la publication d'un ensemble de critères et d'indicateurs qui aideront les investisseurs à connaître le climat des affaires et la qualité des institutions aptes à attirer les investissements, les faits ont montrés qu'il existe une forte connotation statistique entre le classement de l'État dans ces indicateurs et l'attrait de son climat d'affaires, malgré le manque d'objectivité et de précision de ces indicateurs mais les décideurs, les investisseurs et les entrepreneurs se fient à leur lecture pour connaître les conditions qui prévalent dans un pays donné. Dans cette section, nous tenterons a presenter l'évolution de l'investissement direct étranger en Algérie et d'apprécier de climat des affaires et la qualité des institutions a travers d'un ensemble d'indicateurs de mesures et de la comparer avec certains pays arabes. Parmi les plus importants, citons (L'Indice de compétitivité mondiale (IG), de liberté économique, et de pratique des affaires).

3.1 L'évolution par volume des IDE entrant en Algérie :

La valeur moyenne pour l'Algérie pendant cette période était de 1.1% du PIB avec un minimum de -0,32 du PIB en 2015 et un maximum de 2 % en 2009. La dernière valeur de 2018 est de 0,87 %. À titre de comparaison, la moyenne mondiale de 2018, basée sur 179 pays, est de 3,38 %. Les flux d'IDE en Algérie sont en baisse depuis l'année 2009, ils ont décliné et sont passés de 1.7 milliard USD soit 0,81 % du PIB en 2013 à environ de 1,5 milliard USD en 2018 soit 0,87% du PIB.

Table N°1 : « L'évolution par volume des IDE entrant en Algérie (1996-2018) (En Million de dollars et pourcentage du PIB)»

Année	IDE Entrant	% PIB	Année	IDE Entrant	% PIB
1996	270,00	0,58	2008	2 631,71	1,54
1997	260,00	0,54	2009	2 753,76	2,00
1998	606,60	1,26	2010	2 301,23	1,43
1999	291,60	0,60	2011	2 580,35	1,29
2000	280,10	0,51	2012	1 499,45	0,72
2001	1 113,11	2,03	2013	1 696,87	0,81
2002	1 064,96	1,88	2014	1 506,73	1,70
2003	637,88	0,94	2015	- 584,46	- 0,32
2004	881,85	1,03	2016	1 637,04	1,02
2005	1 145,34	1,12	2017	1 232,32	0,72
2006	1 888,17	1,57	2018	1 506,32	0,87
2007	1 743,33	1,25			

Source: élaboré par les chercheurs sur la base des informations sur site: <https://www.theglobaleconomy.com> /date de consultation 12/04/2020

Selon l'ANDI, les conséquence des « mesures prises par l'Algérie en matière d'entrée des capitaux étrangers à la faveur des nouvelles dispositions réglementaires et la crise financière internationale». Les nouvelles mesures relatives aux investissements étrangers en Algérie inquiètent les investisseurs et a suscité des réactions mitigées, ces instructions obligent désormais les groupes étrangers à s'associer avec des entreprises nationales et ne plus détenir que 49% au plus de parts dans les projets implantés en Algérie.

De plus les dossiers d'IDE devront être soumis au Conseil National de l'Investissement (CNI) et non plus à l'Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI). En fait, la réglementation des changes mise en place par l'Algérie compte parmi les plus rigoureuses des pays arabes . Les investisseurs étrangers potentiels indiquent que ces restrictions constituent un obstacle majeur à leurs activités en Algérie.

3.2 Situation de climat des affaires et la qualité des institutions en Algérie :

3.2.1 L'Indice de compétitivité mondiale (IG):

A- Définition:

Cet indicateur est l'une des activités les plus importantes du Forum économique mondial de Davos/Suisse, qui mesure la compétitivité des pays et un outil pour examiner les

forces et les faiblesses dans l'environnement économique et la qualité des institutions, il est également considéré comme un outil d'orientation des politiques économiques tant au niveau macro que micro afin de promouvoir la compétitivité économique, la compétitivité selon le livre annuel de la compétitivité mondiale est définie comme la capacité de l'État à créer un climat concurrentiel qui peut soutenir les affaires à la lumière des différences politiques, sociales et culturelles sous lesquelles elles opèrent. Il est calculé sur la base d'une combinaison de données statistiques et d'informations issues d'une enquête d'opinion menée annuellement auprès de décideurs économiques et de chefs d'entreprises et réalisée en collaboration avec un réseau d'instituts partenaires. L'édition 2019 couvre 141 économies représentant 99% du PIB mondial. Le GCI 4.0 est le produit d'une agrégation de 103 indicateurs individuels, dérivés d'une combinaison de données. Les indicateurs sont organisés en 12 « piliers » (Mehouachi, 2019, p. 5): Institutions; Infrastructure; Adoption des TIC; Stabilité macroéconomique; Santé; Compétences; Marché de produits; Marché du travail; Système financier; La taille du marché; Le dynamisme des entreprises Et capacité d'innovation. La performance d'un pays pour les résultats globaux du GCI ainsi que pour chacune de ses composantes est rapportée comme un « score de progrès » sur une échelle de 0 à 100, où 100 représente la « frontière », optimale (Mehouachi, 2019).

B- Position de l'Algérie dans l'indice de compétitivité mondiale:

Le classement de l'Algérie n'a fait que se détériorer comparativement à l'exercice 2007, le tableau suivant montre un mauvais classement en position 110 durant l'année 2013. Les répercussions du climat économique, politique et social qui a régné dans le pays depuis l'année 2017 est très visible.

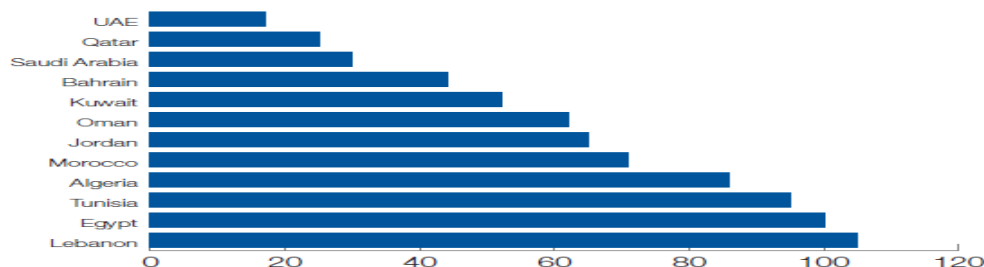
Table N°2 : « Evolution de classement de l'Algérie »

Année	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
IGC	56,02	55,84	53,03	56,42	56,53	56,55	53,09	54,2	58,3	56,67	58,14	53,75
Classement IGC	77	81	99	83	86	87	110	100	79	87	86	92

Source : élaboré par les chercheurs, Indice de compétitivité mondiale 2017-2018, disponible à l'adresse www.wef.ch/gcr.

Le graphique ci-dessous détaille la position de l'Algérie et de certains pays arabes par rapport à l'IGC mondiale 2017-2018.

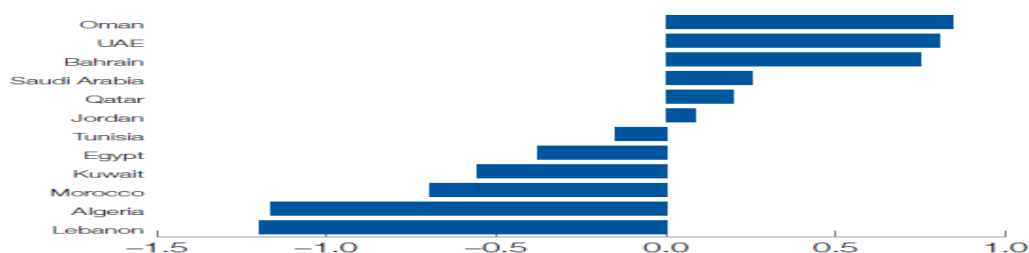
Figure N° 1. Classement des pays arabes, l'IGC mondiale



Source: Forum économique mondial, Indice de compétitivité mondiale 2017-2018, disponible à l'adresse www.wef.ch/gcr

La région compte certaines des économies les plus compétitives du monde, comme les Émirats arabes unis, le Qatar et l'Arabie saoudite, qui se classent au 17e, 25e et 30e rang sur 137 pays de l'AGC; ainsi qu'un certain nombre d'États comme l'Irak, la Libye et la Syrie où la fragilité, conflit et violence (FCV) empêchaient la collecte des données nécessaires au calcul de l'indice. Il existe également d'importantes différences dans l'évolution de la compétitivité par pays au cours de la dernière décennie. Si Bahreïn, Oman et les Émirats arabes unis ont réalisé des gains notables, c'est au Maroc, en Algérie et au Liban que la compétitivité a le plus diminué. Il a également décliné en Libye et en Syrie avant que le conflit ne rende impossible le calcul de l'AGC. La région a souffert de la baisse des prix du pétrole au cours des dernières années et l'écart global de compétitivité de la région par rapport aux pays de (OCDE) s'est creusé au cours des deux dernières années (Brend, 2019).

Figure N°02: Évolution de la compétitivité dans le monde arabe, 2007-2017



Source : Forum économique mondial, Indice de compétitivité mondiale 2007-2008 et 2017-2018, disponible à l'adresse www.wef.ch/gcr

Sur les 12 piliers de l'AGC, les infrastructures et l'état de préparation technologique sont les domaines dans lesquels le monde arabe a réalisé les progrès les plus significatifs au cours de la dernière décennie par rapport aux pays de l'OCDE, grâce à des investissements dans les transports et les technologies de l'information et de la communication (TIC). Cependant, ces améliorations n'ont pas entraîné de gains par rapport aux pays de l'OCDE En innovation.

Figure N°03: Forces comparatives du monde arabe par rapport à la moyenne de l'OCDE et facteurs de force relative

Pillar	Comparative strength vs OECD (percent)		Relative strength (percent)		Pillar delta (score)
	2007-2008	2017-2018	2007-2008	2017-2018	
Institutions	-7.8	-2.8	5.0	4.1	0.09
Infrastructure	-18.6	-10.4	-6.2	6.6	0.69
Macroeconomic environment	4.3	-14.1	24.7	3.6	-0.79
Health and primary education	-9.1	-7.4	26.9	30.8	0.33
Higher education and training	-22.1	-18.9	-8.6	-2.5	0.39
Goods market efficiency	-11.5	-6.6	0.4	1.8	0.19
Labor market efficiency	-10.6	-14.4	-4.5	-11.4	-0.19
Financial market development	-16.5	-10.4	-0.2	-8.8	-0.27
Technological readiness	-28.8	-20.6	-22.4	0.9	1.15
Market size	-21.4	-5.9	-18.3	-1.5	0.96
Business sophistication	-16.0	-13.3	-4.1	-5.3	0.07
Innovation	-25.5	-21.9	-25.3	-21.3	0.27

Source: The Arab World Competitiveness Report 2018, disponible à l'adresse <https://fr.weforum.org>

L'écart entre l'OCDE et le monde arabe s'est creusé sur deux piliers, l'environnement macroéconomique et l'efficacité du marché du travail. Alors que le développement des marchés financiers a été affecté négativement par les crises financières mondiales, la région en a subi moins de conséquences que les pays de l'OCDE. Il est à noter que les chiffres sont

basés sur un échantillon constant de 10 pays: Algérie, Bahreïn, Egypte, Jordanie, Koweït, Maroc, Oman, Qatar, saoudite, et les Émirats. Les forces comparatives représentent les différences en pourcentage par rapport à la note moyenne de l'OCDE. Les forces relatives représentent les différences en pourcentage entre la contribution réelle du pilier à la compétitivité globale des pays et celle attendue en fonction de leur stade de développement. Par exemple, pour les pays du monde arabe, la santé et l'éducation primaire ont contribué à 11,5 % du score final de compétitivité en 2017, mais, selon les stades de développement des pays composant le groupe, son poids moyen était censé être de 8,8 %. Par conséquent, la contribution observée était supérieure de 30,8. En résumé de l'analyse de l'indice de compétitivité, malgré les résultats obtenus dans le domaine de la compétitivité, il exige toutefois que tous les pays, notamment l'Algérie, adoptent des réformes solides et qualitatives pour atteindre des performances compétitives élevées, spécifiquement dans le hub d'infrastructure, l'axe de l'efficacité du marché du travail, l'axe du développement du marché financier, l'axe de la préparation technologique, l'axe de l'innovation, qui sont tous des composants de l'environnement des affaires et de la qualité des institutions. Cette performance concurrentielle a un bon impact sur l'attrait de la région pour l'investissement étranger et se distingue par un climat des affaires et une qualité des institutions appropriées.

3.2.2 L'indice de liberté économique :

Créé depuis 1995 par "The Heritage Foundation"¹ (un think tank américain) et le "Wall Street Journal", publié dans Economic Freedom of the World mesure dans quelle mesure les politiques et les institutions des pays soutiennent la liberté économique. Les pierres angulaires de la liberté économique sont le choix personnel, l'échange volontaire, la liberté d'entrer sur les marchés et de soutenir la concurrence, et la sécurité de la personne et de la propriété privée. 42 points de données sont utilisés pour construire un indice de synthèse et pour mesurer le degré de liberté économique dans 5 grands domaines.

- **politique du gouvernement** : Au fur et à mesure que les dépenses du gouvernement, la fiscalité et la taille des entreprises contrôlées augmentent, le processus décisionnel du gouvernement se substitue aux choix individuels et la liberté économique est réduite.
- **Système juridique et droits de propriété** : La protection des personnes et de leurs biens acquis légitimement est un élément central de la liberté économique et de la société civile. En effet, c'est la fonction la plus importante du gouvernement ;
- **stabilité monétaire** : L'inflation érode la valeur des salaires et de l'épargne légitimement gagnés. L'argent sain est donc essentiel pour protéger les droits de propriété. Lorsque l'inflation est non seulement élevée mais aussi volatile, il devient difficile pour les individus de planifier pour l'avenir et donc d'utiliser efficacement la liberté économique ;

¹ Créé en 1973, il a pour mission de formuler et de promouvoir des politiques gouvernementales fondées sur les principes de la libre entreprise, de l'intervention gouvernementale limitée et de la liberté individuelle.

- **Libre-échange international** : La liberté d'échange dans son sens le plus large, d'acheter, vendre, conclure des contrats, etc., est essentielle à la liberté économique, qui est réduite lorsque la liberté d'échange n'inclut pas les entreprises et les particuliers d'autres pays ;
- **Réglementation** : Les Etats utilisent non seulement un certain nombre d'outils pour limiter le droit d'échanger à l'échelle internationale, mais ils peuvent aussi élaborer des règlements onéreux qui limitent le droit d'échanger, d'obtenir du crédit, d'embaucher ou de travailler, ou d'exploiter librement des affaires.

L'indice intègre 43 variables distinctes. placés sur une échelle de 0 à 10 qui reflète la distribution des données sous-jacentes. Lorsque des sous-composantes sont présentes, une moyenne des cotes des sous-composantes pour calculer la cote des composantes. La moyenne des cotes des composantes dans chaque domaine est ensuite établie pour calculer les cotes pour chacune des cinq domaines. À leur tour, la moyenne des cinq domaines est établie pour calculer la cote de synthèse pour chaque pays. Pour obtenir une meilleure évaluation les gouvernements doivent tenir compte de certaines mesures et s'abstenir de faire d'autres. En plus de protéger les particuliers et leurs biens contre toute forme d'abus de propriété, en particulier la saisie et la confiscation (Economic Freedom of the World, 2019).

A- Guide de l'indicateur:

reposant sur 4 d'indicateurs complexes. Règle de droit, Actions publiques limitées, Efficacité réglementaire et Marchés ouverts.

- Du (0 à 49.9) Indique une très faible liberté économique;
- Du (50 à 59.9) Indique une faible liberté économique;
- Du (60 à 69.9) Indique une liberté économique modérée;
- Du (70 à 79.9) Indique une liberté économique presque totale;
- Du (80 à 100) Indique une Pleine liberté économique;

B- La position de l'Algérie dans l'indice de liberté économique:

En 2019 l'Algérie s'est classée 171e sur 186 pays, tandis que la Libye et le Soudan en dernière position. La Jordanie, le Bahreïn, le Qatar et les Émirats arabes unis se sont classés au premier rang des pays arabes dans l'indice de la liberté économique en 2019, car l'indice montrait que les cinq meilleurs pays arabes avaient un indice de 77.6 à 66.4 points à partir d'une évaluation en 100 points.

Tableau 03: Indice de la liberté économique de l'Algérie et de certains pays arabes

ID pays	nom de pays	rang mondial	rang régional	score 2019
173	United ArabEmirates	9	1	77,6
134	Qatar	28	2	72,6
83	Jordan	53	3	66,5
11	Bahrain	54	4	66,4
115	Morocco	75	5	62,9
125	Oman	88	6	61,0
89	Kuwait	90	7	60,8
142	SaudiArabia	91	8	60,7
168	Tunisia	125	9	55,4
50	Egypt	144	10	52,5

ID pays	nom de pays	rang mondial	rang régional	score 2019
93	Lebanon	154	11	51,1
3	Algeria	171	12	46,2

Source : Préparé par les chercheurs sur la base du rapport de l'indice de liberté économique

Tableau 04: Indice de la liberté économique de l'Algérie et de certains pays arabes

Pays	Arab	Qatar	Jordan	Bahrain	Morocco	Oman	Kuwait	Saudi Arabia	Tunisia	Egypt	Lebanon	Alegria
Classement Mondial	9	28	53	54	75	88	90	91	125	144	154	171
Classement Régional	1	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	14
Score 2019	78	73	67	66	63	61	61	61	55	53	51	46
Protection de la propriété efficacité judiciaire	82	65	58	64	57	58	53	55	49	37	40	32
intégrité du gouvernement	87	60	53	51	47	52	43	63	43	48	27	36
Poids des taxes et impôts	79	77	50	54	39	54	35	50	37	29	18	29
dépenses du gouvernement	99	100	91	100	72	98	98	100	74	85	92	76
Santé fiscale	69	57	73	63	73	33	17	58	74	68	76	49
Liberté d'investissement	89	94	61	4	67	16	99	19	38	0	0	19
libéralisation du travail.	80	71	62	71	70	75	57	72	77	66	48	62
Liberté monétaire	81	66	53	71	33	57	62	63	50	52	47	50
Liberté des échanges	81	78	85	82	84	78	71	78	76	62	78	75
Liberté d'investissement	84	83	81	84	77	87	79	76	71	72	79	67
liberté financière	40	60	70	75	65	65	55	45	45	60	60	30
	60	60	60	80	70	60	60	50	30	50	50	30

Source : à partir du rapport de l'indice de liberté économique

L'exploitation des données collectés fait apparaitre que l'Algérie a atteint un ratio (46,2) qui lui permet de classer son économie dans le domaine de la très faible liberté économique comparativement à d'autres pays arabes à l'occurrence de United Arab Emirates qui a classé dans une liberté économique presque totale. En général, l'Algérie se caractérise par une très faible liberté économique, avec des lacunes dans les sous-indicateurs (Protection de la propriété privée, Liberté des échanges, Liberté d'investissement et liberté financière).

Tous ces changements sont une composante de l'environnement des affaires et de la qualité des institutions, Il s'agit de les aider à attirer un plus grand nombre d'investissements étrangers et, par conséquent, à entreprendre de toute urgence des réformes afin de remédier aux lacunes observées et de rendre son climat attrayant pour les investissements étrangers.

3.2.3 Indice de la facilité de faire des affaires "Doing Business:"

Cet indicateur étudie la facilité ou la complexité des procédures liées à la création des affaires dans le pays cible et dont il détermine l'attractivité du climat des affaires. également il fournit une base pour comparer les mesures officielles imposées par l'État avec le succès de l'application des lois, la protection des droits, la mise en place d'un environnement

législatif et juridique approprié et l'influence sur l'efficacité des réformes appliquées pour renforcer le rôle du secteur privé, attirer les investissements et créer d'emploi. Publié par la Banque Mondiale dans des rapports annuels de 190 pays. Dix de ces domaines sont inclus dans le classement sur la facilité de faire des affaires: création d'entreprise, Octroi de permis de construire, Raccordement à l'électricité, Transfert de propriété, Obtention de prêts, Protection des investisseurs minoritaires, Paiement des impôts, Commerce transfrontalier, Exécution des contrats et Règlement de l'insolvabilité.

A- Méthodologie de classement:

Les économies sont classées de 1 à 190. Un classement élevé signifie que l'environnement réglementaire est plus propice à la création et opération d'une société locale. Les classements sont déterminés en triant les scores globaux de 10 sujets. Chaque sujet est accordé un le même poids et chaque sujet consiste de plusieurs indicateurs.

B- Le score de la facilité de faire des affaires:

Le score recense l'écart de chaque économie par rapport à la meilleure performance réglementaire pour chaque indicateur, à travers toutes les économies couvertes par Doing Business qui peuvent être observés à tout moment. est calculée sur une échelle de 0 à 100, où 0 représente la performance la plus basse et 100 représente la meilleure.

Tableau 04 : Le classement général : la facilité à faire des Affaires

Economie	Emirats arabes	Bahreïn	Maroc	Arabie saoudite	Oman	Jordanie	Qatar	Tunisie	Koweït	Égypte	Liban	Algérie
Classement	16	43	53	62	68	75	77	78	83	114	143	157
Création d'entreprise	17	67	43	38	32	120	108	19	82	90	151	152
Obtention d'un permis de construire	3	17	16	28	47	138	13	32	68	74	164	121
Raccordement à l'électricité	1	72	34	18	35	69	49	63	66	77	127	102
Transfert de propriété	10	17	81	19	52	78	1	94	45	130	110	165
Obtention de prêts	48	94	119	80	144	4	119	104	119	67	132	181
Protection des investisseurs minoritaires	13	51	37	3	88	105	157	61	51	57	114	179
Paiement des taxe et impôts	30	1	24	57	11	62	3	108	6	156	116	158
Commerce transfrontalier	92	77	58	86	64	75	101	90	162	171	153	172
Exécution des contrats	9	59	60	51	69	110	115	88	74	166	131	113
Règlement de l'insolvabilité	80	60	73	168	97	112	123	69	115	104	151	81

Source : Préparé par les chercheurs sur la base du rapport 2020 « Doing Business »

Afin de donner un aperçu de l'indice de faire des affaires, nous étudierons les sous-indicateurs les plus importants de l'année 2020, qui ont été partagés par (190) pays:

C- Indice de création d'entreprise:

Enregistre toutes les procédures, les délais et le coût nécessaires à la création d'une entreprise. Doing Business utilise une entreprise type qui est détenue à 100% au niveau

national, a un capital de départ équivalent à 10 fois le revenu par habitant, exerce des activités générales à caractère industriel ou commercial et emploie, dès le premier mois de son entrée en exercice, entre 10 et 50 personnes. Selon Doing Business, afin de créer une entreprise en Algérie, il est nécessaire de passer par (12) mesures coûtant jusqu'à 11,30 % du revenu moyen par habitant, en prenant (18) jours. Tandis qu'En Émirats arabes unis, il est nécessaire de passer par (02) procédures, suivies par (Tunisie et Arabie saoudite) par 3 procédures, puis (Oman, 04) procédures, en termes de coût, Bahreïn a atteint le coût le plus bas de la création d'un nouveau projet (1%) de ce revenu par habitant, tandis que la Liban a atteint le pourcentage le plus élevé en termes de coûts de création de la nouvelle entité juridique, qui est estimé à (42,3%). Cet indicateur peut être résumé dans le tableau suivant:

Tableau 05: l'établissement de l'entité juridique en Algérie et dans certains pays arabes 2020/2019

Economie	Emirat s	Tunisie	Oman	Arabie saoudite	Maroc	Bahreïn	Koweït	Égypte	Qatar	Jordani e	Liban	Algérie
Création d'ETS	17	19	32	38	43	67	82	90	108	120	151	152
Score Création d'entreprise	95	95	94	93	93	90	88	88	86	85	78	78
Procédures - Hommes (nbr)	2	3	4	3	4	6	5	5	8	7	8	12
Teps Ho jours	3.5	9	4	10	9	8	19	12	8.5	12	15	18
Coût - Hmnes (% du R/H)	17	2,9	3,1	5,4	3,6	1	1,7	20	6,3	23	42	11
Procédure - Femmes nb	3	3	5	4	4	7	6	6	9	8	8	12
Temps – Femmes j	4.5	9	5	11	9	9	20	13	9.5	13	15	18
Coût - Femmes (% du revenu par h	17	2,9	3,1	5,4	3,6	1	1,7	20	6,3	23	42	11
Capital mini	0	0	0	0	0	2,9	0	0	0	0,1	42	0

Source: Préparé par les chercheurs suivant le rapport 2020 « Doing Business »

En général, l'Algérie reste l'un des pays en retard en termes de procédures et de temps pour créer une entité, soit en termes de coût et de capital minimum, par rapport au revenu élevé par habitant dans certains pays arabes, en particulier les pays du Golfe, qui se trouvent des pays financièrement non rentables au début de l'activité commerciale ainsi, nous concluons que l'Algérie est caractérisée par un climat d'affaires et la qualité des institutions dans lesquelles il est facile d'établir une entité juridique, en particulier dans le domaine du coût de constitution, et fournit un montant minimum de capital par rapport à certains pays arabes, qui sont très chers dans ce domaine..

D- Indice de paiement des taxes et impôts:

Traite tous les taxes et impôts qu'une entreprise doit payer ou qui lui sont retenues par année, et évalue les démarches administratives nécessaires pour leur paiement. Selon doing business, l'Algérie a enregistré un total de 27 paiements, qui comprennent toutes les mesures liées au paiement de divers droits et taxes, prenant 265 heures et 66.1% du bénéfice total, alors que le Bahreïn était le premier au monde arabe au total (03) paiements qui comprennent toutes les procédures liées au paiement des différents droits et taxes, prendre 23 heures et (13.8%) du bénéfice total, suivi respectivement par Qatar et Koweït, a 4 et 12 fois pour 41 et 98 heures avec 11,3% et 13% du bénéfice total. Il est résumé dans le tableau suivant:

Tableau 06: Indice de paiement des impôts en Algérie et dans certains pays arabes 2020/2019

Economie	Bahreïn	Qatar	Koweït	Oman	Maroc	Émirats arabes	Arabie saoudite	Jordanie	Tunisie	Liban	Égypte	Algérie
Paiement des taxe et impôt	1	3	6	11	24	30	57	62	108	116	156	158
Score	100	99	93	90	87	85	81	79	69	68	55	54
Paiements (nbr par ann	3	4	12	15	6	5	4	9	8	20	27	27
Délai h par an	23	41	98	68	155	116	104	97	144	181	370	265
Total à payer (% du B brut)	14	11	13	27	46	16	16	29	61	32	44	66
I. post. à la déclaration d'impôts				85	99	55	32	36	53	28	36	50

Source: Préparé par les chercheurs sur la base du rapport 2020 « Doing Business » de la Banque mondiale.

En général, l'Algérie est très en retard dans le domaine de l'indice de paiement des impôts, qui confirme l'existence d'institutions non attrayantes pour les IDE, qui est caractérisée par un volume d'impôt très élevé, ce qui en fait un domaine fiscal coûteux. En comparaison avec le groupe des pays arabes, en particulier les pays du Golfe, qui sont caractérisés par un climat d'affaires dominés par des impôts moins élevés, l'absence d'une charge fiscale et, par conséquent, les décideurs algériens devraient revoir et réhabiliter les institutions fiscales tant en ce qui concerne la législation régissant le secteur et leur mode de fonctionnement, afin qu'ils puissent atteindre le climat des affaires et la qualité des institutions là où les impôts sont les plus importants comme variables d'attractivité des IDE.

E- Indice de commerce transfrontalier:

Répertorie les délais, les coûts liés à la logistique des exportations et importations, le cumul des délais et des coûts (hors droits de douane) associés à trois catégories de procédures: respect des exigences en matière de documentation, respect des procédures de commerce transfrontalier et transport intérieur qui font partie du processus global d'exportation ou d'importation d'une cargaison de marchandises. L'Algérie a réalisé en 2020: pour une opération d'exportation un coût jusqu'à (967) \$, avec un délai de 229 heures mais à l'importation, devras être soumis au coût de (809) \$. Avec un délai de 306 heures. Le Maroc était le premier pays en 2020, de sorte que le coût d'exportation atteint (223) \$ pour un délai de 32 heures, quand à l'importation, il doit être soumis à un coût allant jusqu'à (344) \$ et 83 heures comme délai, suivi par Oman, Jordanie, Bahreïn, Tunisie, Emirats, Qatar, Liban, Koweït et Égypte. Il peut être résumé dans le tableau suivant:

Tableau 07: Indice du commerce transfrontalier en Algérie et dans certains pays arabes 2020/2019

Economie	Maroc	Oman	Jordanie	Bahreïn	Arabie saoudite	Tunisie	Émirats arabes unis	Qatar	Liban	Koweït	Égypte	Algérie
classement	58	64	75	77	86	90	92	101	153	162	171	172
Score	86	84	79	79	76	75	74,1	72	58	53	42,2	38
Délai l'exporion:	6	28	53	59	37	12	27	25	96	84	48	80
Coût à l'exportat	156	279	131	47	319	375	462	382	480	665	258	593
Délai à l'exportat exigences	26	7	6	24	11	3	5	10	48	72	88	149
Coût à l'exportati exigences	67	107	100	100	73	200	140	150	100	227	100	374
Délai à l'importation	57	39	79	42	72	80	54	48	180	72	240	210

Economie	Maroc	Oman	Jordanie	Bahreïn	Arabie saoudite	Tunisie	Émirats arabes unis	Qatar	Liban	Koweït	Égypte	Algérie
Coût à l'importation:	228	244	206	397	464	596	553	558	790	634	554	409
Délai à l'imp exigences	26	7	55	60	32	27	12	72	72	96	265	96
Coût import exig	116	124	190	130	267	144	283	290	135	332	1000	400

Source: Préparé par les chercheurs sur la base du rapport 2020 « Doing Business ».

Généralement, il y a une grande divergence entre l'Algérie et le Groupe arabe en ce qui concerne le cout à soumettre et le temps à consacrer, une différence de 146 heures sur le délai comparativement à la moyenne du groupe sur les exportations et 140 heures sur les importations, quand en termes de coût d'exportation et d'importation, par conséquent 477 dollars et 56 dollars. Nous concluons que l'Algérie est caractérisée par un climat d'affaires et qualité des institutions où les coûts du commerce extérieur sont élevés par rapport à l'ensemble des pays arabes.

F- Indice d'Exécution des contrats :

Il mesure la durée et le coût de résolution d'un litige commercial lorsqu'un tribunal local de première instance est compétent. En outre, il mesure la qualité du processus judiciaire en évaluant si chaque économie a adopté une série de bonnes pratiques favorisant la qualité et l'efficacité du système judiciaire en matière commerciale.

En Algérie, la qualité des procédures judiciaires en 5.50, prenant 630 jours à un coût estimé de (21,80%) de la créance. En Egypte, une qualité de 4.00 avec un total de 1010 jours, et un coût estimé de 26.20%, Cet indice peut être résumé dans le tableau suivant:

Tableau 08: Indice d'Exécution des contrats en Algérie et dans certains pays arabes 2020/2019

Economie	Exécution des contrats	Score	Temps (jours)	Coût (% de la créance)	Qualité des procédures judiciaires
Émirats arabes unis	9	75,90	445	21,00	14,00
Arabie saoudite	51	65,30	575	27,50	11,50
Bahreïn	59	63,80	635	14,70	9,00
Maroc	60	63,70	510	26,50	9,50
Oman	69	61,90	598	15,10	7,50
Koweït	74	61,40	566	18,60	7,50
Tunisie	88	58,40	565	21,80	6,50
Jordanie	110	55,60	642	31,20	8,00
Algérie	113	54,80	630	21,80	5,50
Qatar	115	54,60	570	21,60	4,50
Liban	131	50,80	721	30,80	6,50
Égypte	166	40,00	1010	26,20	4,00

Source: Préparé par les chercheurs sur la base du rapport 2020 « Doing Business »

Généralement, il existe une convergence entre l'Algérie et le Groupe arabe en termes de qualité des procédures judiciaires, de temps et de coûts impliqués dans le processus d'exécution des contrats, et par conséquent nous concluons que l'Algérie a un environnement d'affaires et qualité des institutions au même niveau que ceux des pays arabes, assurant ainsi qu'il y a des institutions de qualité acceptable qui le qualifient attrayants pour les IDE.

4. Conclusion:

Grâce à des études et des recherches économiques, il est clair qu'il existe des conséquences résultant des transformations économiques mondiales, qui accordent de plus en plus d'attention au climat des affaires et à la qualité des institutions qui signifie que le climat des affaires et la qualité des institutions est l'un des facteurs déterminants de l'attractivité des IDE, ce qui donne une série d'incitations et d'opportunités, réduit l'éventail des contraintes et des obstacles, et ce qui intéresse la plupart des décideurs des pays du monde entier dans les rapports publiés par des organisations et des organismes internationaux spécialisés.

Comme les autres pays, l'Algérie a été l'objet d'étude, par les institutions et les organismes internationaux spécialisés, à travers des éléments et composantes les plus importants de climat des affaires et de la qualité des institutions (compétitivité mondiale, liberté économique et facilité de faire des affaires), elle doit donner de l'importance à leur classement dans ces rapports, et à l'évaluation que ce classement détient de la qualité et de l'efficacité des réformes, des politiques et de l'économie en particulier, et de diverses autres réformes en général, et ainsi donner des caractéristiques à un bon climat des affaires et des institutions de bonne qualité. Ce qui est observé au sujet de l'économie algérienne, à travers l'évaluation des critères et indicateurs de mesure de climat des affaires et de la qualité des institutions, son classement tardif et parfois modérés.

Nous ne trouvons pas qu'elle progresse sauf sur les pays modestes avec l'existence de points forts dans certains indicateurs qui les font dépasser un groupe de pays arabes dans certains cas, qui devraient être exploités de la meilleure façon, en particulier avec le potentiel de leur économie. Cette position suggère que les décideurs ne se soucient pas de climat des affaires et de la qualité des institutions comme déterminant de l'attractivité des IDE en Algérie, de sorte qu'ils doivent être au premier plan des priorités : Améliorer les opportunités et les incitations pour les entreprises et les institutions économiques de toutes sortes, tout en réduisant les coûts injustifiés. Les obstacles à la création d'un climat des affaires favorable sont d'adopter des réformes qualitatives et structurelles et d'établir des institutions fortes pour gérer le processus d'investissement profitant des atouts de sa région géographique et obtenant ainsi une région dotée d'un climat des affaires attrayant et adapté à tous les standards.

A l'issue de ce travail, nous pouvons confirmer que la liberté commerciale et fiscale ainsi que la liberté de l'État (dépenses publiques) ont un effet positif sur l'attractivité à long

terme des investissements directs étrangers en Algérie. ainsi les droits de propriété et la liberté financière nuisent à l'attraction à long terme des investissements directs étranger. Quand la primauté du droit à un impact négatif sur la tendance à long terme des IDE vers l'Algérie.

les remarques et recommandations suivantes peuvent être formulées à la suite de cette étude :

-L'impact de climat des affaires et de la qualité des institutions varie d'un pays à l'autre;

-Il existe un consensus dans différents pays sur la nécessité d'améliorer le climat des affaires et la qualité des institutions en tant que déterminants majeurs attirant le plus grand volume d'investissements étrangers;

-Les cadres juridiques ne sont pas suffisants pour créer un bon climat d'affaires et qualité des institutions; tous les éléments doivent être disponibles à partir d'un environnement politique, social, culturel et international;

-Orienter les politiques et les interventions gouvernementales pour améliorer toutes les composantes du milieu des affaires et la qualité des institutions sans prendre parti;

-Créer des laboratoires de recherche avec la participation d'experts et d'universitaires de différentes disciplines afin d'envisager la création d'une base de données fournissant toutes les éléments nécessaires à la réalisation d'études appliquées et de statistiques et à la production de rapports périodiques.

5. Bibliographie

Brend, B. (2019). *The Arab World Competitiveness Report 2018*. Switzerland: World Economic Forum.

Clausen, Bianca, Aart Kraay and Zsolt Nyiri. (2010). Corruption and Confidence in Public Institutions : Evidence from a Global Survey. *World Bank Policy Research Department Working*, p. Paper No. 5157.

Economic Freedom of the World. (2019). *Economic Freedom of the World*. FRASER Institute.

EDISON, H. (2003, juin). Qualité des institutions et résultats économiques Un lien vraiment étroit? . *Finances & Développement*, p. 36.

john, H. D. (1995). *the theory of transnational corporations*. London: the united nations library on Transnational.

Knack, Stephen and Laura Langbein. (2010). The Worldwide Governance Indicators: Six, One, or None? *Journal of Development Studies*.

Mehouachi, H. (2019). *Indice Global de la Compétitivité Davos 2019*. Tunisie: Institut Tunisien de la Compétitivité et des Etudes Quantitatives.

MENERAD, C. (2004). *L'économie des organisations*. La découverte.

North, D. (1990). *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*. Cambridge: Cambridge University Press.

OULDAOUDIA, N. M. (2006). UNE NOUVELLE BASE DE DONNEES INSTITUTIONNELLES : « PROFILS INSTITUTIONNELS 2006 ». *Measuring Law*.

WorldBank. (2020, Mars). *World Bank, governance indicators*. Récupéré sur World Bank, governance indicators: <http://info.worldbank.org/governance>

الكويت: جسر التنمية، المعهد العربي للتخطيط. مؤشرات قياس المؤسسات .. القادر، ع (2007).